

## Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

*Date de la contribution : 16/09/2019*

**Question 1 :** Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Favorable

Commentaire :

130 millions de tonnes d'effluents d'élevage sont produits dans les zones rurales chaque année. Le potentiel des CIVES et déchets de cultures est également important car il permet la consoulation de l'agriculture, la réduction des phyto (éco-phyto) et engrais chimiques. Aussi, le zonage s'il intervient doit prendre en considération les données Agreste.

Aussi, nous nous interrogeons sur la réelle nécessité de créer un zonage en ne se limitant pas au seul ratio I/V (Nm<sup>3</sup> CH<sub>4</sub>/h).

Néanmoins, la création d'un zonage nous paraît pertinent au regard de la définition du décret du 28 juin 2019 SI et seulement SI, elle a pour seule fonction, de mobiliser les gestionnaires de réseaux à renforcer leur maillage de canalisations en amont des demandes de réservation de capacité par les porteurs de projet.

La création d'un nouveau critère I/V complexifie le système. Nous proposons avoir un seul critère I/V.

Attention toutefois la création d'un zonage ne doit pas se faire au détriment des autres critères de choix d'implantation d'un projet (proximité du voisinage, augmentation des nuisances liées au transport, condition d'accès,...). Cela pousserait les producteurs à choisir des sites plus proches des réseaux de gaz (D ou T) en occultant ou faisant prendre des risques uniquement suivant le critère I/V.

En 4.1.3 le tableau de synthèse des coûts supporté par le porteur de projet prévoit un critère I/V décret (4700 €/Nm<sup>3</sup>/h) en phase avec la réalité observée sur le terrain.

Par contre il nous est difficile de se prononcer sur le critère I/V élargi en l'absence de l'annexe 7.2 sur les modalités de passage entre les seuils exprimés en €/nm<sup>3</sup>/h et ceux exprimés en €/MWh.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Certains acteurs de la filière peuvent aussi être intégré.

Un benchmark européen nous apparaît essentiel car d'autres pays injectent déjà dans les réseaux.

La France, qui dispose d'installations de petites tailles, ne doit pas occulter la réflexion sur les plus gros sites tels que réalisés en Scandinavie par exemple. Le Danemark, par exemple, envisage de traiter 50% de ses effluents d'élevage dès 2025 et possède déjà 25% de gaz vert en été dans son réseau de gaz. La taille des fermes est sensiblement comparable à celles dont nous disposons en France.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pourquoi pas mais il nous est difficile de se prononcer sur le critère I/V élargi en l'absence de l'annexe 7.2 sur les modalités de passage entre les seuils exprimés en €/nm<sup>3</sup>/h et ceux exprimés en €/MWh.

Nous proposons de ne pas complexifier le système et de ne retenir qu'un seul critère I/V.

**Question 4 :** Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Défavorable

Commentaire :

Le développement d'un projet est très long (plusieurs années) et complexe. L'insertion d'une probabilité sur le volume injecté, tel que proposé par la CRE, réduit la visibilité et introduit un décalage important de la réalisation d'un projet. Nous proposons de :

- soit supprimer le principe de probabilité
- soit au minimum d'ajouter un jalon à 80% lors de la dépose du dossier ICPE.

Il est nécessaire que les validations d'investissements pour les gestionnaires de réseaux soient faites lors des instructions ICPE et que les phases travaux de raccordement soient réalisées simultanément à la construction de l'unité de méthanisation.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Pourquoi ne pas proposer à la CRE la validation des investissements dès le jalon D3. Les développements des projets méthanisation en France sont déjà très longs, le risque étant ici de retarder davantage la réalisation d'un projet.

Le déclenchement réel des investissements par les gestionnaires de réseau pourrait n'intervenir qu'après D4 et réalisation après D6.

Les frais de développement pour des projets de taille importante peuvent s'élever entre 500.000 et 1.000.000€. Un positionnement tardif de la CRE entraînerait une visibilité moindre et par conséquent un risque financier supplémentaire.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Pourquoi ne pas proposer à la CRE la validation des investissements dès le jalon D3. Les développements des projets méthanisation en France sont déjà très longs, le risque étant ici de retarder davantage la réalisation d'un projet. Le déclenchement réel des investissements par les gestionnaires de réseau pourrait n'intervenir qu'après D4 et

réalisation après D6.

Les frais de développement pour des projets de taille importante peuvent s'élever entre 500.000 et 1.000.000€. Un positionnement tardif de la CRE entraînerait une visibilité moindre et par conséquent un risque financier supplémentaire.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous ne voyons pas l'intérêt de préciser une distance minimale de 500m

**Question 8 :** Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Favorable

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Favorable

**Question 10 :** Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Non, la mise en place du timbre d'injection inciterait les porteurs de projets à choisir des sites plus proches des réseaux de gaz (D ou T) en occultant ou faisant prendre des risques sur les autres critères de choix (proximité du voisinage, nuisances liées au transport, condition d'accès, ...).

Si les producteurs ne supportent pas les CAPEX des raccordements et dans les conditions de tarification actuelle d'injection, il peut paraître légitime qu'ils prennent en charge une partie des OPEX dans la mesure où ceux-ci sont clairement définis et transparents.

Toutefois les OPEX doivent être cohérents avec les prix appliqués lors l'injection électrique (Cogénération, Eolien,...)

A noter, que la définition du terme expéditeur de gaz n'est pas exprimée dans la présente consultation. Nous comprenons par expéditeur de gaz, les fournisseurs de biométhane.

**Question 11 :** Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Oui

Commentaire :

La note technique de la présente consultation n'est pas explicite sur la définition des OPEX.

Les modalités de calcul semblerait pertinents dans la mesure où tous les coûts d'exploitation précédemment

répercutés aux producteurs sont inclus (Analyses gaz diverses, maintenance et exploitation des postes d'injection,... électricité pour le rebours,...) et qu'aucun coût supplémentaire ne soit appliqué par le gestionnaire de réseau au fournisseur (producteur) de gaz.

Il aurait pu être demandé à tous les producteurs de livrer le biométhane à la même pression (par exemple 6 bars) et que la compression de 6 bars à XX bars, suivant le réseau d'injection, reste à la charge des gestionnaires de réseau (CAPEX+OPEX)